

BLIDA/ACCIDENTS DE LA CIRCULATION DANS LES 11 WILAYAS DU CENTRE

17 morts et 182 blessés en une semaine

Durant la semaine du 1^{er} au 7 décembre derniers, les éléments de gendarmerie des onze wilayas du centre du pays ont enregistré 100 accidents de la circulation qui ont causé la mort de 17 personnes et des blessures à 182 autres, avons-nous appris auprès de la cellule de communication du commandement de gendarmerie de Blida. C'est le facteur humain qui est derrière ces accidents, et ce, en raison du non-respect du code de la route, nous dit-on. En effet, il a été relevé dans ces accidents des cas de dépassements dangereux et de conduite en état d'ébriété.

M. B.

BÉJAÏA Ouverture demain du 8^e Salon de l'automobile

Le 8^e Salon de l'automobile de Béjaïa ouvrira ses portes ce dimanche 9 décembre à la grande surface du Lac sous le patronage du wali. Cette huitième édition qui se prolongera jusqu'au 18 du même mois se veut avant tout, selon ses organisateurs, un espace de communication et d'information. Les acteurs économiques qui seront présents à cette manifestation mettront au cœur de leur participation, ce qui caractérise l'actualité nationale, en l'occurrence la lutte contre les accidents de circulation et les pièces contrefaites.

Un message d'une tonalité importante, orienté vers les professionnels et visiteurs de ce rendez-vous qui accueille un nombre important de concessionnaires, donc de nouvelles marques tant dans le touristique que dans l'utilitaire.

Cette année, le nombre de marques a augmenté contrairement au dernier salon mais le nombre de représentants, lui, a légèrement diminué. La période choisie par les organisateurs se croiserait avec les salons qui se tiendront aussi à l'Ouest mais à chacun sa vitrine et ses objectifs. Béjaïa reste, selon plusieurs avis, la manifestation qui évolue et s'impose de par ses exposants et sa régularité.

TIPASA

La Journée mondiale du volontariat célébrée à Cherchell

C'est dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du volontariat que le secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse, M. Belkacem Melah, s'est déplacé à Cherchell, en vue de lancer plusieurs opérations en direction de la jeunesse.

Accompagné du wali de Tipasa, M. Melah a procédé au lancement des ateliers de volontariat au sein de la Maison de jeunes de Cherchell.

Ces ateliers portent sur des opérations de reboisement et d'embellissement de l'environnement intérieur et extérieur de la Maison de jeunes. A ce titre, les membres des délégations ministérielles et de wilaya ont donné le coup d'envoi de l'opération de reboisement intérieur et du ravalement des façades de l'infrastructure.



Photo : DR

ment des façades de l'infrastructure.

L'association culturelle et de l'environnement de Cherchell Manustrum, quant à elle, a présenté une projection audiovisuelle sur l'environnement maritime et côtier de la région et les

moyens nécessaires à une réelle prise en charge de la lutte contre la pollution.

Lors de sa rencontre avec la société civile et les associations locales, M. Millou, président du club sportif l'Etoile, présenta au secrétaire d'Etat et au wali

plusieurs propositions en vue de la prise en charge des jeunes sur les plans sportif et social.

A l'issue de la visite, la jeune chorale El Ihsen a présenté des chants de bienvenue aux délégations.

Larbi Houari

TIZI-OUZOU

Les professeurs techniques s'en remettent au président de la République

S'estimant marginalisés et brimés par les pouvoirs publics, avec à leur tête les ministères concernés, eu égard au nouveau statut particulier qui leur est réservé, à savoir la catégorie 11, dans la classification de la Fonction publique, des professeurs techniques de l'enseignement technique (PTLT) de la wilaya de Tizi-Ouzou s'en remettent au président de la République pour faire valoir leur droit à une évolution de carrière et à une promotion en adéquation avec leurs expérience professionnelle et leurs compétences.

Plus explicitement, ce corps d'enseignants se réfère à la longue expérience professionnelle de ses personnels, qui dépasse les 12 années de service, et aux tests subis au même titre que les professeurs de l'enseignement secondaire

(PES), à savoir le Capes pour les deux niveaux. Ils affirment, par ailleurs, avoir bénéficié de séminaires de formation au même titre que les professeurs du secondaire.

Les rédacteurs de la correspondance adressée au

premier magistrat du pays rappellent, en outre, n'avoir pas bénéficié des dispositions de l'ancien statut 90/49, loi qui prévoyait d'intégrer cette catégorie d'enseignants en qualité de PES après seulement 7 ans d'expérience, par le principe du glissement automatique. Ils affirment dans ce cadre que la plupart d'entre eux capitalisent une expérience plus grande et ont suivi un enseignement universitaire sanctionné par des diplômes, après avoir soutenu des thèses de fin d'études.

Ils considèrent donc cela comme une injustice

qu'ils espèrent voir réparée par le premier magistrat du pays, auquel ils se sont adressés après avoir frappé, selon eux, à toutes les portes.

Cela pour éviter, écrivent-ils, que la division de la famille éducative ait des conséquences désastreuses sur le niveau général, clamant que cette catégorie d'enseignants est derrière le rayonnement du pays, pour avoir formé des générations de cadres qui assument des responsabilités à tous les niveaux de l'Etat.

S. Hammoum

POUR LA LIBÉRATION DE M. HADDOU LAKHDAR MANIFESTE

Suite aux innombrables exactions procédurales rencontrées dans l'affaire Lakhdar Haddou, qui ont abouti à une procédure de contrainte par corps ; après avoir relevé, démontré et mis à nu toutes les lacunes procédurales et dénoncé l'arbitraire judiciaire qui pénalise notre mandant M. Lakhdar Haddou ; victime expiatoire dans la violation des procédures en question.

Il convient de préciser que le parquet de la République de Sidi M'hamed a délibérément enfreint les dispositions des articles 604/605/607/609 du code de procédure pénale, sur la base de la violation des dispositions de ces articles, M. Lakhdar Haddou se retrouve en détention arbitraire.

La lacune est que la mesure de la contrainte par corps en date du 19/12/2011 est venue après la mise en vente par le juge des saisies du tribunal de Boufarik, d'une partie de ses biens, ce que démontre le jugement du 30/11/2011, cela constitue un précédent grave dans les annales de la justice.

L'acte en lui-même est une atteinte grave à la liberté de notre mandant M. Lakhdar Haddou, au détriment du droit et de la loi pour des raisons injustifiées et injustifiables.

Ces pratiques et procédés qui n'honorent pas la justice de notre pays doivent ces-

ser d'exister afin d'éviter d'autres victimes, et briser le silence sur la violation et le non-respect de l'énoncé des articles 604/605/607/609 du code de procédure pénale.

A travers ce manifeste, nous dénonçons fermement un état de fait qui pénalise un innocent contre lequel une forme de mesure de contrainte par corps entachée de violation, irrégularités et d'interprétations abusives et erronées des procédures mises en place.

Nous, hommes de loi, luttons et combattons pour que cesse l'injustice par tous les moyens légaux et faire entendre la voix de la justice...

Pour ces raisons, nous lançons un appel à la conscience de ceux qui ont la charge de mettre un terme à ces agissements abusifs et arbitraires, à leur tête le premier magistrat du pays, Monsieur le Président de la République, aussi l'actuel ministre et garde des Sceaux ; qui sont sensibles à tout type d'injustice flagrante, de mettre fin à la détention arbitraire dont est victime M. Lakhdar Haddou qui est à sa soixante-et-unième année d'existence et qui est écroué à la maison d'arrêt de Aïn Ouessara, wilaya de Djelfa.

Pour le collectif des avocats
M^e Sidi Saïd Samir